

**Assemblée générale**

Soixante-seizième session

Documents officiels

Distr. générale
22 juillet 2022
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 12^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 31 mars 2022, à 15 heures

Présidence : M. Margaryan (Arménie)*Présidence du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires* : M. Bachar Bong**Sommaire**Point 137 de l'ordre du jour : Budget-programme de 2021 (*suite*)Point 138 de l'ordre du jour : Budget-programme de 2022 (*suite*)*Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées
par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session
extraordinaire*Point 144 de l'ordre du jour : Corps commun d'inspection (*suite*)Point 136 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)*Questions dont l'examen est reporté à une date ultérieure*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 137 de l'ordre du jour : Budget-programme de 2021 (suite) (A/C.5/76/L.26)

Projet de résolution A/C.5/76/L.26 : État d'avancement de la gestion souple de l'espace de travail au Siège de l'Organisation des Nations Unies

1. *Le projet de résolution A/C.5/76/L.26 est adopté.*

Point 138 de l'ordre du jour : Budget-programme de 2022 (suite) (A/C.5/76/L.24 et A/C.5/76/L.27)

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire

Projet de résolution A/C.5/76/L.24 : Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire

2. **M^{me} Minale** (Éthiopie), présentant le projet de résolution, dit que l'Éthiopie ne reconnaît pas la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie créée en application de la résolution S-33/1 du Conseil des droits de l'homme et ne l'autorisera pas à accéder au pays. La Cinquième Commission n'a pas pour mandat de mettre en place ou de dissoudre des mécanismes relatifs aux droits humains. En revanche, il lui incombe de faire respecter la Charte des Nations Unies et les principes du droit international, en particulier lorsque ces principes sont violés de manière flagrante, et d'affecter les ressources limitées de l'Organisation à des causes légitimes. La création de la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie repose sur des motifs politiques sans aucun rapport avec la promotion des droits humains. Cette commission internationale est une parfaite illustration de l'utilisation impropre du système multilatéral des droits humains et de l'arrogance des puissants.

3. Au cours de l'année écoulée, l'Éthiopie a fait face à des problèmes de sécurité intérieure sans précédent, exacerbés par l'intervention d'acteurs étrangers qui ont cherché à légitimer des groupes criminels et leur comportement odieux, appliqué au pays des mesures coercitives unilatérales, fourni une aide matérielle et financière à des agents de déstabilisation, exploité l'aide et les organisations humanitaires afin de lui nuire, mené des campagnes de propagande visant à dénigrer son gouvernement, et menacé de provoquer un changement de régime. Le peuple éthiopien a néanmoins continué de

protéger son pays, qui a été indépendant tout au long de son existence.

4. Le Gouvernement éthiopien respecte le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et sa direction, qui a fait preuve de professionnalisme face à une énorme pression. Le Haut-Commissariat lui a apporté le soutien crucial qu'il avait demandé. Le HCDH et la Commission éthiopienne des droits de l'homme, organe indépendant reconnu par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme comme respectant pleinement les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), ont enquêté sur les violations présumées des droits humains. Les deux organismes ont évoqué la possibilité d'élargir leur enquête à des lieux et à des périodes qu'ils n'avaient pas pris en compte initialement, mais l'inutile création de la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie a mis fin à ces discussions. Dans leur rapport d'enquête, le HCDH et la Commission éthiopienne des droits de l'homme ont réfuté un grand nombre des fausses allégations destinées à dénigrer l'Éthiopie et son peuple. Malheureusement, la plupart de ces assertions ont été reprises dans un livre blanc qui a été présenté au Conseil de sécurité dans le but de déclencher une action punitive contre l'Éthiopie. Les conclusions issues de l'enquête conjointe ont pourtant infirmé les propos des auteurs de la résolution S-33/1 du Conseil des droits de l'homme, dont la position était fondée sur une hostilité préconçue envers l'Éthiopie. La Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie représente une tentative, de la part de certains membres de la communauté internationale, de créer dans le pays une situation de type « Darfour ».

5. Comme indiqué dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, les gouvernements ont la responsabilité claire de respecter et de défendre les droits humains, et les mécanismes internationaux de défense de ces droits doivent constamment respecter les principes d'indépendance, d'objectivité et de non-sélectivité et éviter la pratique du deux poids deux mesures et la politisation. Il faut mettre un terme à l'instrumentalisation du cadre multilatéral de protection des droits humains aux fins de la réalisation de visées politiques, de l'institutionnalisation de pratiques néocoloniales et de la promotion de l'image d'une partie du monde « sauveuse » du reste de l'humanité. Le projet de résolution prévoit par conséquent que l'Assemblée n'approuvera pas les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire. L'Éthiopie invite toutes les délégations

à voter pour le projet de résolution afin de témoigner de leur attachement à la préservation des droits humains.

6. **M. Glanois** (France), prenant la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres, dit que les États membres de l'Union européenne prennent note avec regret de la présentation du projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#) et demandent que le texte soit soumis à un vote enregistré. Grande commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires, la Cinquième Commission a pour mission de veiller à ce que les organes délibérants de l'ONU disposent de ressources suffisantes pour pouvoir exécuter pleinement leur mandat. Afin de s'acquitter de cette fonction, la Commission se doit de respecter les résolutions et décisions établissant ces mandats. Il ne lui appartient pas de renégocier ces instruments. Si le projet de résolution est approuvé, l'Assemblée n'allouera aucune ressource à la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, ce qui empêchera celle-ci d'accomplir son mandat. Le projet de résolution constitue donc une violation directe des décisions prises par le Conseil des droits de l'homme. Les États membres de l'Union européenne voteront contre ce projet de résolution et demandent à tous les autres États Membres de faire de même.

7. **M. Croker** (Royaume-Uni), expliquant son vote avant le vote, déclare que la Cinquième Commission est chargée de déterminer le niveau de ressources nécessaire pour garantir l'exécution des mandats et n'a pas la faculté de remettre en cause les mandats approuvés par d'autres organes. Quand bien même certains États Membres seraient en désaccord avec le mandat de la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, il reste que ce mandat a été approuvé par un organe intergouvernemental. Lors du vote sur le projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#), les États Membres doivent décider non pas s'ils sont d'accord avec le mandat de la Commission internationale, mais s'ils estiment que la Cinquième Commission doit respecter l'engagement qu'elle a pris de lui fournir les ressources nécessaires à l'exécution de ce mandat. La conviction selon laquelle la Cinquième Commission doit respecter cet engagement est incompatible avec un vote contre la mise à disposition de ces ressources. Par ailleurs, le Royaume-Uni aurait préféré allouer à la Commission internationale les dotations en ressources demandées par le Secrétaire général dans son rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire ([A/76/524/Add.1](#)). Cependant, afin de parvenir à un consensus, sa délégation a approuvé à contrecœur le montant inférieur proposé à titre de

compromis par le Président, tel qu'il est indiqué à la section III du projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#), intitulé « Questions spéciales relatives au budget-programme de 2022 ». Par conséquent, il serait bon que les États Membres votent contre le projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#) et soutiennent la proposition du Président.

8. **M. Lui** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, estime qu'il est important de respecter les décisions du Conseil des droits de l'homme. Il ne faudrait pas que des décisions budgétaires compromettent l'exécution des mandats approuvés par le Conseil. C'est pourquoi les États-Unis sont favorables au compromis proposé par le Président, qui permettrait à la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie de veiller à ce que les auteurs de violations répondent de leurs actes.

9. **M. Pose** (Argentine), expliquant son vote avant le vote, indique que sa délégation attache une grande importance à la prise de décision par consensus, pratique qui confère de la légitimité à la Cinquième Commission. Le rôle de la Commission est de déterminer les ressources nécessaires à l'accomplissement des mandats. Les discussions concernant la pertinence, l'opportunité et la portée des mandats sont bienvenues, mais devraient avoir lieu en dehors de la Commission, au sein des organes compétents de l'ONU. Dans sa résolution [S-33/1](#), le Conseil des droits de l'homme a créé la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, qui a besoin de financements pour mener à bien son mandat. Le Conseil a débattu du bien-fondé et de la portée de ce mandat. De nombreux États se sont efforcés de parvenir à un consensus sur un projet de résolution qui favorise l'accomplissement de ce mandat, conformément aux bonnes pratiques de travail. L'Argentine espère que la Cinquième Commission continuera mener ses travaux de manière constructive afin d'atteindre ses objectifs.

10. *Sur la demande du représentant de la France, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#).*

Votent pour :

Algérie, Angola, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Nicaragua, Ouganda, Philippines, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Sri Lanka, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil,

Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Uruguay, Vanuatu.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Qatar, Sénégal, Singapour, Soudan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Yémen, Zambie.

11. *Le projet de résolution est rejeté par 66 voix contre 27, avec 39 abstentions.*

Projet de résolution A/C.5/76/L.27 : Questions spéciales relatives au budget-programme pour 2022

12. **Le Président** indique qu'un vote enregistré a été demandé.

13. **M. Glanois** (France), intervenant au nom de l'Union européenne et de ses États membres pour expliquer son vote avant le vote, dit que les États membres de l'Union européenne sont déterminés à faire respecter toutes les décisions des organes de l'ONU, y compris le Conseil des droits de l'homme. Les États membres de l'Union européenne voteront donc pour le projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#), qui garantit la mise à disposition de ressources à la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Les États membres de l'Union européenne invitent les autres délégations à faire de même.

14. **M. Hadgu** (Érythrée), expliquant son vote avant le vote, déclare que sa délégation approuve les sections I et II du projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#), mais pas la section III, qui porte sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa

trente-troisième session extraordinaire. L'Érythrée a toujours rejeté les mandats spécifiques à un pays, car ils empêchent une démarche constructive de promotion des droits humains et des libertés fondamentales à l'échelle mondiale. L'expérience de l'Érythrée a démontré l'inefficacité de ces mandats d'inspiration politique. La création de la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, qui s'est opérée sans consensus et sans le consentement de l'État concerné, constitue une violation manifeste des principes d'indépendance, d'objectivité et de non-sélectivité ainsi que de l'obligation de mettre fin à la pratique du deux poids deux mesures et à toute politisation, tels qu'ils sont énoncés dans la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale. De tels mécanismes compromettent les initiatives nationales visant à enquêter sur les allégations de violation et à garantir que les auteurs de tels actes soient poursuivis, favorisent la confrontation et portent atteinte à la souveraineté et à l'indépendance politique des États concernés. Les auteurs de la résolution [S-33/1](#) du Conseil des droits de l'homme cherchent principalement à remplir leurs objectifs géopolitiques dans la Corne de l'Afrique sous couvert de protection des droits humains. Il est inutile et inacceptable d'allouer les ressources limitées de l'Organisation à des mécanismes tels que la Commission internationale. L'Érythrée votera donc contre le mandat de cette commission et l'octroi de ressources à cette dernière, et espère que les autres États feront de même.

15. *Sur la demande de la représentante de l'Éthiopie, il est procédé au vote enregistré sur la section III du projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#).*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie,

Suède, Suisse, Tchèque, Timor-Leste, Turquie, Uruguay, Vanuatu.

Votent contre :

Burkina Faso, Cameroun, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Kenya, Lesotho, Madagascar, Nicaragua, Ouganda, Philippines, République arabe syrienne, Somalie, Sri Lanka, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Ghana, Inde, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Liban, Libye, Mali, Maroc, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Qatar, Sénégal, Soudan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Yémen, Zambie.

16. *La section III du projet de résolution A/C.5/76/L.27 est adoptée par 78 voix contre 18, avec 40 abstentions.*

17. **M^{me} Minale** (Éthiopie) dit que sa délégation est déçue qu'il ait été décidé de fournir des ressources à la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie. Il est inacceptable que les objectifs de certains pays continuent d'être légitimés et financés sans tenir compte de leur légalité ou de leur bien-fondé. L'Éthiopie ne reconnaît aucun aspect de la Commission internationale. Au contraire, elle protégera sa souveraineté et son indépendance contre cette commission et renforcera ses institutions nationales afin de promouvoir les droits humains sur l'ensemble de son territoire. Il est regrettable que les relations fructueuses nouées entre l'Éthiopie et le Haut-Commissariat aient été compromises par l'adoption du projet de résolution. Quelles qu'aient été leurs intentions, les États Membres qui ont soutenu le projet de résolution ont porté un coup au HCDH et à sa direction. Les États Membres qui se sont opposés au projet de résolution doivent être félicités pour leur solidarité avec l'Éthiopie. L'expérience de l'Éthiopie a démontré que la coopération avec le Haut-Commissariat pouvait aboutir à des sanctions pour les États concernés. Les mécanismes mis en place par les États Membres ne remplissent pas les objectifs visés, en particulier pour des pays comme l'Éthiopie. L'expérience de l'Éthiopie montre également qu'il s'avère contre-productif pour le HCDH d'assumer son devoir d'impartialité et d'objectivité, malgré la pression des médias et de leurs institutions auxiliaires, car cela entraîne la mise en place de mécanismes qui affaiblissent son rôle. L'Éthiopie est

confiante dans sa capacité à surmonter les épreuves. Il n'en demeure pas moins que la Commission internationale entache le multilatéralisme.

18. *Le projet de résolution A/C.5/76/L.27 est adopté.*

Point 144 de l'ordre du jour : Corps commun d'inspection (suite) (A/C.5/76/L.25)

Projet de résolution A/C.5/76/L.25 : Corps commun d'inspection

19. *Le projet de résolution A/C.5/76/L.25 est adopté.*

Point 136 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/C.5/76/L.28)

Questions dont l'examen est reporté à une date ultérieure

Projet de décision A/C.5/76/L.28 : Questions dont l'examen est reporté à une date ultérieure

20. *Le projet de résolution A/C.5/76/L.28 est adopté.*

ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE LA CINQUIÈME COMMISSION AU TITRE DE LA PREMIÈRE PARTIE DE LA REPRISE DE LA SOIXANTE-SEIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

21. **M. Ajmal** (Pakistan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe se félicite du consensus obtenu sur un certain nombre de questions lors de la partie en cours de la reprise de la session, en particulier celles relatives à la gestion de la résilience institutionnelle et au Corps commun d'inspection (CCI). Néanmoins, le Groupe s'inquiète de l'absence d'accord sur les questions relatives à la gestion des ressources humaines, en faisant valoir que la recherche d'un compromis l'a amené à s'écarter de ses positions traditionnelles. Il est toutefois encourageant de constater que la Cinquième Commission a dégagé des points de consensus susceptibles de servir de base aux discussions futures.

22. Le Groupe continuera d'agir de manière inclusive pour parvenir à une conclusion satisfaisante sur les questions relatives aux ressources humaines et, en particulier, pour garantir la mise en place de politiques pragmatiques visant à établir une représentation géographique équitable au sein du Secrétariat, notamment en modifiant le système des fourchettes optimales de sorte qu'il soit plus en adéquation avec ses objectifs déclarés. Bien que la Commission soit parvenue à un accord sur un certain nombre de questions malgré les difficultés liées aux conditions de travail à

distance pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), il reste difficile d'obtenir un consensus sur de nombreuses questions et la communication en face à face demeure essentielle pour atteindre des équilibres délicats.

23. **M. Eboa Ebongue** (Cameroun), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que le Groupe remercie les États Membres qui ont travaillé sans relâche pour parvenir à un consensus sur de nombreuses questions lors de la partie en cours de la reprise de la session. Leurs efforts ont permis à la Commission de donner des orientations précises au Secrétaire général sur des questions telles que les prévisions révisées concernant la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Le Groupe est particulièrement heureux de l'issue satisfaisante, telle qu'elle est illustrée dans la section II du projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#), des discussions concernant la MANUL. Ce projet de résolution représente une rupture par rapport aux nombreux projets de résolution sur les missions politiques spéciales précédemment adoptés par la Commission, qui avaient une portée minimale et n'apportaient aucune valeur ajoutée. Le projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#) démontre l'importance que la communauté internationale attache à la paix et à la sécurité en Libye. Le Groupe accordera une attention particulière à la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national et estime que les missions politiques spéciales, tout comme les missions de maintien de la paix, doivent être de courte durée pour être efficaces.

24. Le Groupe se réjouit du consensus obtenu sur la mise en œuvre d'une gestion souple de l'espace de travail au Siège de l'ONU, la gestion de la résilience institutionnelle et le rapport du CCI pour 2021. Il trouve néanmoins regrettable qu'aucun consensus n'ait été trouvé sur des questions telles que l'amélioration de la situation financière de l'Organisation, les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et les activités relatives à la chaîne d'approvisionnement. Il déplore également qu'aucun projet de résolution sur la gestion des ressources humaines n'ait été adopté et demande à toutes les parties prenantes de mettre fin aux incertitudes liées à la gestion du personnel, qui est la ressource la plus importante de l'Organisation.

25. En ce qui concerne la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, le Groupe désapprouve tout mécanisme imposé de manière péremptoire aux États. Il condamne fermement la politisation des questions relatives aux droits de l'homme et estime qu'il est nécessaire de collaborer

avec les États concernés plutôt que de les mettre à l'index. En ce qui concerne la deuxième partie de la reprise de la session, le Groupe salue les annonces du Cabinet du Secrétaire général et du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale concernant la reprise progressive des réunions en présentiel. Il espère que ce retour au présentiel permettra de bénéficier à nouveau de l'interprétation simultanée lors des étapes critiques des travaux de la Cinquième Commission.

26. **M. Camelli** (Représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) dit que l'ONU a été à l'avant-garde de la lutte contre la pandémie, justifiant plus que jamais sa raison d'être. Pendant la pandémie, la Cinquième Commission a permis à l'Organisation de continuer à exécuter ses mandats, en approuvant programmes et budgets. En outre, la Commission a accompli une grande partie de son mandat en menant ses délibérations à distance. Cependant, ses méthodes de travail se sont progressivement détériorées et la pratique de la prise de décision par consensus a été compromise, comme en témoignent les modestes résultats obtenus et les votes demandés sur des projets de résolution durant la partie en cours de la reprise de la session. Pour parvenir à un consensus, les États Membres doivent coopérer dans un esprit de compromis, en tenant compte de leurs priorités nationales. L'intervenante salue la volonté louable de nombreuses délégations désireuses de parvenir à un compromis équilibré sur les questions de gestion des ressources humaines, même si ces efforts ont finalement échoué.

27. L'Union européenne est également préoccupée par le nombre de questions sur lesquelles la Commission ne s'est pas prononcée ou dont elle a reporté l'examen à une date ultérieure. Bien que les recommandations trop complexes du Comité consultatif aient souvent détourné l'attention de la Commission du fond des questions dont elle était saisie, l'empêchant de parvenir à un consensus, les États Membres sont les premiers responsables de leur incapacité à mettre de côté leurs différences pour atteindre des objectifs communs. Malgré la grande qualité de ses échanges avec le Secrétariat, la Commission n'a pas été en mesure de donner à ce dernier des orientations adéquates sur la plupart des questions. L'Union européenne, qui soutient fermement les réformes de gestion du Secrétaire général, est particulièrement déçue par l'incapacité de la Commission à trouver un consensus sur des sujets tels que le renforcement de l'application du principe de responsabilité au sein de l'Organisation et la réforme de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Elle trouve également préoccupant qu'aucun projet de résolution n'ait été adopté sur les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service,

l'amélioration de la situation financière de l'ONU, l'établissement d'un règlement financier pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou encore la réforme de la gestion des ressources humaines.

28. Les résultats de la partie en cours de la reprise de la session devraient inciter la Commission à améliorer la transparence de ses travaux, en favorisant une participation active et des discussions inclusives et de bonne foi afin de prendre des décisions de qualité. Durant la partie en cours de la reprise de la session, des tactiques à court terme, une approche sèche et transactionnelle ainsi que l'association artificielle de points divers ont entravé la recherche d'un consensus sur de nombreuses questions, ce qui a compromis l'exécution du mandat. L'Union européenne est également profondément préoccupée par les expressions de méfiance et les commentaires inappropriés à l'égard du Secrétariat, dont le travail se trouve ainsi dévalorisé. Elle fait appel au sens des responsabilités de ses partenaires : les États Membres doivent défendre les intérêts de l'Organisation et de la population mondiale, tout en restant fidèles à leurs priorités nationales. Elle rend hommage aux membres du personnel de l'ONU qui travaillent dans des conditions difficiles dans le monde entier. La Commission doit améliorer ses méthodes de travail afin de leur apporter le soutien qu'ils méritent et de garantir l'exécution des mandats.

29. **M. Kimura** (Japon) juge regrettable qu'une fois de plus, la Commission n'ait pas réussi à adopter un projet de résolution sur la gestion des ressources humaines. Même si les progrès accomplis sont plus importants que dans les années précédentes, il conviendrait d'explorer de nouvelles approches, notamment d'autres modalités de discussion, afin que cette situation ne se répète pas à la soixante-dix-septième session. Le Japon remercie les États Membres qui ont fait preuve de souplesse dans les discussions sur l'amélioration de la situation financière de l'ONU, une attitude qui a presque permis à la Commission de parvenir à un consensus sur cette question. Il serait bon que la Commission poursuive sur cette lancée à la soixante-dix-septième session.

30. Le Japon accueille avec satisfaction les accords conclus sur des questions telles que le CCI et les prévisions révisées concernant la MANUL. Le rôle de la Cinquième Commission en tant que grande commission chargée des questions administratives et budgétaires est essentiel. Il faut que les États Membres gardent leur esprit constructif pendant la deuxième partie de la reprise de la session.

31. **M. Velázquez Castillo** (Mexique) déclare que la partie en cours de la reprise de la session a été difficile, les discussions sur des questions essentielles pour le fonctionnement actuel et futur de l'Organisation n'ayant pas eu l'issue escomptée. Néanmoins, le Mexique accueille avec satisfaction les accords conclus sur la mise en œuvre d'une gestion souple de l'espace de travail au Siège, la gestion de la résilience institutionnelle, le rapport du CCI pour 2021 et son programme de travail pour 2022, ainsi que les prévisions révisées concernant la MANUL. Il se réjouit que les dotations en ressources demandées pour l'application de la résolution [S-33/1](#) du Conseil des droits de l'homme aient été approuvées.

32. Cependant, une fois de plus, la Commission n'a pas réussi à se prononcer sur la gestion des ressources humaines et les questions liées à l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU, telles que l'application du principe de responsabilité, l'établissement d'un règlement financier pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui sont essentielles à la réforme de la gestion et à la modernisation de l'Organisation. La partie en cours de la reprise de la session donne matière à réflexion, car elle met en évidence l'absence d'un accord, aussi élémentaire soit-il, sur des questions d'importance cruciale pour l'ONU, une situation qui a empêché la Commission de lui donner des orientations et des certitudes susceptibles de guider ses travaux. Par conséquent, le Mexique espère qu'à la soixante-dix-septième session, la Commission pourra parvenir à un consensus sur les moyens d'améliorer la situation financière de l'Organisation, étant donné l'importance que revêtent les certitudes en la matière pour la pleine exécution des mandats et des programmes institutionnels.

33. **M. Lui** (États-Unis d'Amérique) indique que son pays accueille avec satisfaction le consensus obtenu sur des questions débattues depuis longtemps telles que celles relatives au CCI, à la gestion de la résilience institutionnelle et à la mise en œuvre d'une gestion souple de l'espace de travail. Ces progrès ne suffisent toutefois pas pour faire de l'ONU du XXI^e siècle une réalité. Voilà plus de cinq ans que la Commission échoue à adopter un projet de résolution complet sur la gestion des ressources humaines qui permettrait d'accroître le développement professionnel grâce à la mobilité, de faciliter l'accès aux stages, d'améliorer la gestion de la performance et de renforcer l'indépendance du Bureau de la déontologie, autant de réformes qui auraient transformé le personnel de l'ONU. Au moment où les organisations du monde entier définissent leurs stratégies

de gestion du personnel pour l'ère post-COVID-19, l'inaction de la Commission est notable.

34. La Commission n'est pas non plus parvenue à un consensus sur les moyens de réformer les politiques d'achat de l'ONU et de stabiliser la situation financière de cette dernière. En outre, après 15 ans d'analyse, elle n'a pas pris de mesures pour garantir la viabilité à long terme du programme d'assurance maladie du personnel de l'ONU. De même, elle n'a pas réussi à adopter un projet de résolution sur l'application du principe de responsabilité qui permettrait de promouvoir dans l'Organisation une approche axée sur les résultats et d'améliorer l'exécution des mandats. Le mois précédent, la communauté internationale a fait face à une crise humanitaire résultant de l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine et mené des discussions sur le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » (A/75/982), qui vise à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. On ne peut attendre de l'ONU qu'elle réponde efficacement à des situations d'urgence comme celle de l'Ukraine ou qu'elle accomplisse des progrès notables vers la réalisation des objectifs de développement durable si elle ne transforme pas son personnel et ses méthodes de travail.

35. Durant la partie en cours de la reprise de la session, la plupart des États Membres ont jugé sur le fond et en toute bonne foi les projets de texte dont ils étaient saisis. Cependant, certaines délégations ont eu tendance à établir à dessein des liens entre des questions diverses et à retarder l'élaboration finale de projets de résolution quasiment achevés jusqu'à un stade avancé des consultations afin d'obtenir un avantage et de formuler ensuite des exigences déraisonnables, mettant ainsi en péril l'ensemble du processus. Ces tactiques ont conduit à des actions inefficaces, retardé inutilement les délibérations, encouragé la mauvaise volonté et donné une mauvaise image de l'ONU. Si, au vu de son issue, la partie en cours de la reprise de la session marque une occasion manquée de réforme institutionnelle, les États-Unis restent néanmoins déterminés à renforcer l'Organisation et à défendre ses principes fondateurs et se réjouissent de travailler avec les pays qui partagent ce même engagement.

36. **M. Croker** (Royaume-Uni) déclare que son pays accueille avec satisfaction les accords conclus sur la résilience institutionnelle, une question essentielle au regard de la pandémie de COVID-19. Il se réjouit de l'approbation des fonds alloués à la MANUL, qui garantira que le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu établi conformément à l'Accord de cessez-le-feu intégral et permanent en Libye entre l'Armée libyenne du Gouvernement d'entente nationale et le

commandement général des forces armées de l'Armée nationale libyenne disposera de ressources adéquates et financièrement avantageuses afin de soutenir le processus de paix au niveau national ainsi que la paix et la sécurité régionales. Il espère que les délibérations concernant le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation financière de l'ONU (A/76/429) serviront de base à de nouvelles discussions menées à cet égard lors de la deuxième partie de la reprise de la session afin d'améliorer la santé financière de l'Organisation, notamment en abordant la question de la restitution des crédits aux États Membres, compte tenu du montant élevé de remboursements à effectuer en 2023.

37. Bien que le Royaume-Uni et d'autres États Membres aient dévié de leurs positions traditionnelles afin de rechercher un compromis sur la gestion des ressources humaines, aucun accord n'a été trouvé. Toutefois, la Commission s'étant davantage rapprochée du consensus que les années précédentes, l'intervenant espère qu'elle tirera parti de ces avancées lors des discussions futures. Le Royaume-Uni est préoccupé par l'incapacité de prendre en compte les obligations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (qui, selon les prévisions, devraient représenter à l'avenir des montants élevés) et d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement grâce à l'adoption de pratiques d'achat durables, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les États Membres doivent s'efforcer de progresser dans ces domaines aux prochaines sessions afin de transformer l'Organisation.

38. Tout en accueillant avec satisfaction les résultats des votes sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire et l'octroi de certaines ressources à la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, le Royaume-Uni est consterné qu'un vote ait été demandé sur la question. Bien que sa délégation reste préoccupée par le niveau des ressources allouées à la Commission internationale en vertu de la proposition de compromis figurant dans le projet de résolution A/C.5/76/L.27, elle se félicite de l'initiative du Président à cet égard. Elle rend hommage au personnel de l'ONU dans le monde entier pour son attachement à la concrétisation des buts et principes de la Charte et à l'exécution des mandats de l'Organisation.

39. **M. Kalugin** (Fédération de Russie) dit que son pays accueille avec satisfaction le consensus obtenu à propos des projets de résolution sur des questions telles que les prévisions révisées concernant la MANUL, le système de gestion de la résilience institutionnelle, la

gestion souple de l'espace de travail et le CCI. Il est regrettable qu'un consensus n'ait pas été atteint sur d'autres projets de résolution importants. La Fédération de Russie est particulièrement préoccupée par l'absence de décisions de l'Assemblée générale, ces dernières années, sur la gestion des ressources humaines et les activités liées à la chaîne d'approvisionnement au sein du Secrétariat. Sa délégation a participé de manière aussi constructive que possible aux discussions de la partie en cours de la reprise de la session, en avançant des propositions visant à parvenir à des compromis mutuellement acceptables, notamment sur la base des précédentes décisions de l'Assemblée, des décisions de la Commission de la fonction publique internationale et des recommandations du Comité consultatif. La Fédération de Russie adoptera à l'avenir une attitude similaire et espère que les autres délégations feront de même. Elle demande au Président de rappeler à certains membres que le mandat de la Cinquième Commission porte sur les questions administratives et budgétaires. Il existe d'autres enceintes pour les discussions politiques et les commentaires sur des événements mondiaux sans rapport avec ce mandat.

40. **M. Cheng Lie** (Chine) juge regrettable qu'une fois de plus, la Cinquième Commission n'ait pas réussi à adopter un projet de résolution sur la gestion des ressources humaines. Cette absence de consensus démontre néanmoins l'importance de la question. L'intervenant espère que la Commission accomplira de nouvelles avancées sur cette question à l'avenir. Malgré l'absence d'un projet de résolution sur la gestion des ressources humaines, des efforts doivent être faits pour rendre la représentation géographique plus équitable, conformément à la Charte. Lors de ses futures discussions sur la situation financière de l'ONU, il serait bon que la Commission ne se limite pas à des mesures à court terme et trouve des solutions plus efficaces en la matière, tout en soutenant la réforme de la gestion. La Chine participera activement aux discussions de la deuxième partie de la reprise de la session. Les États Membres doivent non seulement travailler avec célérité mais également manifester la volonté politique de parvenir à des compromis.

41. **Le Président** déclare que la Cinquième Commission a achevé ses travaux au titre de la première partie de la reprise de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 16 h 15.